

International Review of Community Development Revue internationale d'action communautaire



Le mouvement européen pour le désarmement nucléaire et le non-alignement

Nuclear disarmament and non-alignment in Europe

El desarme nuclear y los movimientos no alineados en Europa

Dan Smith

Numéro 12 (52), automne 1984

Le mouvement pour le désarmement et la paix

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1034563ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1034563ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Smith, D. (1984). Le mouvement européen pour le désarmement nucléaire et le non-alignement. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (12), 85–90.
<https://doi.org/10.7202/1034563ar>

Résumé de l'article

L'auteur souligne la variété et la diversité des mouvements pour le désarmement de l'Europe de l'Ouest. Il suggère de regarder le groupe Désarmement nucléaire en Europe (DNE/END) non pas comme un groupe de coordination des autres militants en Europe mais bien comme un groupe ayant apporté une contribution originale. De fait, l'effort de ce groupe réside dans la réflexion qu'il a su susciter par la publication d'un document intitulé « Appeal for European Nuclear Disarmament » et qu'il a nourri par la suite, par une série de conférences auxquelles il a accollé son nom (END). L'auteur fournit une série d'arguments favorables à l'option du non-alignement pour les mouvements européens et démontre la nature du questionnement fondamental que ce choix soulève.

Le mouvement européen pour le désarmement nucléaire et le non-alignement

D. Smith

Les mouvements pour le désarmement de l'Europe de l'Ouest sont devenus des forces politiques majeures dans une montée de militantisme et d'intérêt manifeste depuis le début de 1980. Avant cette date c'est seulement pour les Pays-Bas qu'on peut parler d'un mouvement populaire fort et bien établi. Ailleurs, certains mouvements avaient connu un succès relatif, mais ils n'étaient plus des forces politiques d'importance vitale. Dans certains pays, quelques organisations existaient avant 1980, mais il n'y avait aucun mouvement ; dans d'autres pays, il n'existait pas de mouvement ni d'organisations. Ainsi, la plupart des mouvements pour le désarmement se sont créés eux-mêmes ; ils ont inventé, de plus, leurs propres formes et modes organisationnels de lutte, leurs lignes de conduite et leurs politiques, dans

une foulée intense de travail et de campagnes. Il en résulte un climat considérable d'improvisation, d'innovation et de chaos.

Par conséquent, il est souvent difficile pour un observateur venant de l'extérieur de comprendre ce qui se passe exactement à l'intérieur des mouvements, à un moment donné. Parfois, bien sûr, le problème n'est pas véritablement un problème de compréhension, mais une question de fausse représentation faite délibérément — qu'il s'agisse des politiques, des objectifs ou des forces effectives des mouvements. Mais même pour ceux qui leur sont sympathiques, les mouvements pour le désarmement peuvent souvent constituer un tableau donnant l'apparence d'une grande confusion. La clé de ce problème peut être l'inattention courante qui porte nombre de personnes à parler

globalement d'un mouvement pour le désarmement de l'Europe de l'Ouest. Mais un tel mouvement unique n'existe pas, sauf au sens le plus vague du terme, — si vague en fait que le terme n'est plus utile. Il existe cependant de nombreux mouvements pour le désarmement en Europe de l'Ouest, qui diffèrent les uns des autres tant au plan politique qu'au plan organisationnel. Il existe même plus d'un mouvement dans certains pays, et, dans de tels cas, les mouvements peuvent s'entendre sur certains points majeurs de leurs lignes de conduite, mais pas sur d'autres ni sur les fondements politiques de leur opposition à la course à l'armement nucléaire. La diversité et la variété sont parmi les principales caractéristiques des mouvements pour le désarmement en Europe de l'Ouest. Refuser de reconnaître ces

caractéristiques, c'est se vouer à ne pas comprendre la saveur particulière et les aspects pratiques du militantisme en faveur du désarmement.

Quand nous faisons fi de cette diversité et de cette variété, une erreur grossière nous guette : nous élevons un petit groupe de militants britanniques pour le désarmement au rang de coordonnateurs de l'ensemble des militants pour le désarmement de l'Europe de l'Ouest.

Ce groupe, Désarmement nucléaire en Europe (DNE) — European Nuclear Disarmament (END) — a souvent été considéré comme étant l'ensemble du mouvement pour le désarmement en Europe de l'Ouest. On rencontre cette erreur tout particulièrement en Amérique du Nord et, d'ailleurs, encore, aux États-Unis. Les raisons de cette confusion sont multiples. E.P. Thompson, historien et écrivain anglais, est à la fois fort bien connu en Amérique du Nord et tout particulièrement associé au DNE. L'appellation anglaise du mouvement (END) elle-même est une autre raison. De plus le fameux *Appeal for European Nuclear Disarmament*, le document de fond du DNE, publié en 1980, avançait plusieurs idées d'importance comme celle d'atteindre un même faible degré de désarmement nucléaire en Europe et la promotion d'une perspective politique européenne et non eurocentrique. Une dernière

raison est que le DNE a organisé et donné son nom à une série de congrès — Bruxelles en 1982, Berlin en 1983 et Perugia-Italie en 1984 — principaux lieux de rencontre des activistes européens, et d'autres (américains, japonais, canadiens et australiens) forums importants de discussions politiques et stratégiques sur le désarmement. Que les raisons pour ne pas comprendre le rôle du DNE soient pardonnables ou non, on ne devrait pas permettre à cette confusion de se maintenir.

Le rôle du DNE, au sein du mouvement pour le désarmement britannique et des autres mouvements d'Europe occidentale, a été d'une remarquable particularité. Pour le comprendre, une brève caractérisation des mouvements pour le désarmement est essentielle.

D'abord, ce sont des mouvements dont la force est fondée sur la participation d'un vaste nombre de personnes dans des activités communautaires locales. Ces activités sont, pour la plupart, « invisibles » aux médias nationaux et internationaux qui tendent à ne remarquer que les très grandes manifestations et à croire, en l'absence d'importantes marches et de rassemblements pendant quelques mois, que les mouvements n'existent plus. Ceci ne fait que refléter l'incapacité ou le manque de volonté des médias à comprendre la nature même des mouvements de masse et de leurs politiques. À la différence, par exemple, du mouvement pour le gel nucléaire aux États-Unis, les mouvements d'Europe occidentale ont généralement été plus habiles à créer leur propre leadership et n'ont pas porté tant d'intérêt aux politiques électorales et parlementaires qui tendent à confier les fonctions de leadership aux politiciens professionnels. Un tel choix est une source de force et, malgré certaines tensions entre différentes factions au

sein du leadership et entre sections des mouvements, ceux-ci ont développé une unité plus grande entre leurs dirigeants et la base que celle que l'on tend à trouver dans les partis politiques et dans les syndicats ouvriers.

Il serait erroné d'exagérer ou d'enjoliver ce fait : les mouvements ont effectivement des leaders, des « stars » et même des « super-stars » ; ces individus et ces groupes développent souvent des perspectives différentes de celles qui prédominent dans les mouvements dans leur ensemble. Mais les problèmes sont moindres, et les leaders plus responsables vis-à-vis les membres que dans la plupart des mouvements et organisations de l'histoire politique récente.

La participation de masse aux mouvements conduit à une pléthore de styles et de types d'activités différents. C'est là la base même de l'énergie régénératrice que les mouvements sont capables de déployer. C'est aussi une condition nécessaire à la diversité interne des mouvements ainsi qu'entre eux, et une importante caractéristique de leurs politiques. Ces traits — participation de masse, énergie et diversité — illustrent la véritable participation de la base à la direction et aux activités des mouvements. Les branches locales et régionales organisent des actions autonomes, décident de leurs agendas propres, tout en agissant en fonction des priorités et des agendas établis par les leaderships nationaux. L'autonomie et la diversité des pratiques sont liées à une autonomie de politiques et de philosophies.

L'exemple le plus remarquable est peut-être la mise sur pied de camps de la paix, surtout ceux de femmes. Le premier fut établi à l'automne 1981 à Greenham Common, l'une des deux bases du Royaume-Uni de missiles de croisière. En Grande-Bretagne, les camps de la paix et leurs réseaux de partisans

ne font pas formellement partie de la Campagne pour le désarmement nucléaire (CDN), le plus important organisme britannique pour le désarmement. Ils sont indépendants et hautement visibles au sein du mouvement, aussi cela a-t-il porté l'attention sur les liens existant entre sexisme et militarisme — des liens que le CDN était peu capable de développer, ou même de remarquer. Cependant, les camps de la paix ne sont qu'une des multiples et différentes activités pour le désarmement qui existent en Grande-Bretagne. Les campagnes pour le désarmement nucléaire n'ont été tenues à aucune forme particulière d'activité politique.

En termes d'objectifs, ces divers mouvements et courants au sein des mouvements sont unanimes dans leur opposition au déploiement des missiles de croisière et des *Pershing II* en Europe de l'Ouest. Le déploiement a commencé en novembre 1983, mais l'opposition continue. Au-delà de cette position (que le mouvement ouest-allemand qualifia dans sa campagne d'automne 1983 de « consensus minimal »), les mouvements s'opposent à la course aux armements et aux armes nucléaires en général. Il est à noter que cette plus large opposition aux armes nucléaires n'est pas partagée par tous les individus et groupes politiques qui se sont opposés à l'introduction des missiles de croisière et des *Pershing II*.

Cependant, pour les mouvements, la résistance aux nouveaux missiles n'a été perçue généralement que comme le premier item d'un agenda antinucléaire. Quand on regarde les détails de l'agenda, la diversité apparaît de nouveau. Sur toute une gamme de questions importantes, il n'est vraiment pas possible de définir une position unique des mouvements pour le désarmement d'Europe de l'Ouest. Certains lient opposition aux armes

nucléaires à opposition à l'énergie nucléaire ; d'autres pas. Quelques-uns sont résolument antimilitaristes ; d'autres lient l'opposition aux armes nucléaires à l'OTAN elle-même alors que certains demandent simplement un retrait de leur pays de l'OTAN ; d'autres encore cherchent un mode de dissolution mutuelle de l'OTAN et du pacte de Varsovie ; d'autres ne semblent pas avoir fait face à ces questions. Certains enfin lient leur engagement pacifiste à une plus vaste critique sociale.

Ayant constaté la remarquable diversité des mouvements pour le désarmement en Europe de l'Ouest, ayant nié la possibilité d'identifier une seule politique qui saurait les contenir tous, il est maintenant opportun de s'éloigner un peu de ce tableau d'une variété interminable. Il y a, inévitablement, certaines tendances dominantes à l'intérieur des mouvements qui sont des forces politiques majeures dans leur pays d'implantation. Il en existe une importante, mais que je ne discuterai pas ici, soit la critique féministe développée au sujet du militarisme et des politiques de pouvoir. Une autre que je ne discuterai pas non plus, est celle du lien établi entre la confrontation militaire en Europe et les questions pressantes du militarisme et de l'interventionnisme dans le Tiers-Monde. Les tendances que je discuterai ici sont l'unilatéralisme et le non-alignement.

En rejetant les raisons d'un déploiement des missiles de croisière et des *Pershing II*, les mouvements pour le désarmement ont été unilatéralistes et inconditionnels. L'appel n'a pas été pour de meilleures conditions de négociation à la rencontre de Genève sur les forces nucléaires intermédiaires (FNI) ; l'appel fut pour un non-déploiement à tout prix. Les raisons de cette position sont au nombre de quatre. Premièrement, les négociations en vue

d'un contrôle des armes n'ont en rien arrêté ou même ralenti la course aux armes nucléaires. Deuxièmement, quand l'administration Reagan s'est finalement décidée à négocier sur la questions des FNI, ses positions apparurent comme systématiquement et ouvertement conçues pour n'arriver à aucune entente avec l'URSS ; elles visaient simplement la propagande nécessaire à la légitimation du déploiement des missiles. Même si certains croyaient que les pourparlers sur le contrôle des armes pourraient, en principe, arrêter ou renverser la course aux armements, l'illusion était consommée après la rencontre de Genève sur les FNI. Troisièmement, les mouvements pour le désarmement ont forcément développé une critique morale et éthique de l'utilisation des armes nucléaires. On se trouverait en pleine contradiction si l'on condamnait les armes nucléaires comme immorales et acceptait un droit d'en posséder alors même que des pourparlers diplomatiques et secrets s'étirent interminablement.

Quatrièmement, une action unilatérale pour le désarmement est une position qu'un mouvement peut exiger de son propre gouvernement, dans une arène politique où il peut exercer une véritable influence. Développer un appui de masse en faveur d'actions de désarmement sans intervenir ensuite dans l'arène politique accessible est irresponsable ; cela équivaut à faire appel à l'énergie des mouvements pour la gaspiller par la suite.

Dans le contexte européen, ce quatrième fondement de l'unilatéralisme a une signification toute particulière ; il en est de même au Canada, mais non aux États-Unis. Cette signification repose sur l'idée du non-alignement et la notion qu'une alliance avec les États-Unis ou avec l'URSS est, en principe, indésirable. En Europe de l'Ouest, ainsi qu'en Amérique du Nord, le

terme « unilatéralisme » est souvent utilisé par des opposants aux mouvements pour le désarmement dans le but de les discréditer ; ce mot est devenu, dans une certaine mesure, un mot d'ordre négatif. On a donc tenté de trouver un autre mot. Celui qui est apparu est « indépendant », il suggère que peuvent exister en Europe de l'Ouest des actions pour le désarmement en Europe de l'Ouest qui ne dépendent pas de la bonne volonté des États-Unis ou qui soient sanctionnées d'un accord entre ceux-ci et l'URSS.

Il s'avère parfois difficile de défendre ces tendances de l'accusation de favoriser l'URSS ou de celle de se défaire d'armes nucléaires dans son propre pays tout en acceptant les bénéfices de la protection nucléaire assurée par les États-Unis. Cependant, l'argument en faveur du non-alignement est bien plus qu'un simple point d'un débat portant sur des tactiques.

DNE a été l'un des principaux instigateurs de la position du non-alignement à l'intérieur des mouvements européens pour le désarmement. Dans *Appeal for European Nuclear Disarmament*, les fondateurs du DNE avançaient cette idée face aux dangers globaux des années 80, et affirmaient que l'Europe avait un rôle bien particulier à jouer dans l'élimination de certains de ces dangers¹. Ce rôle pouvait être développé, non seulement en résistant au déploiement des

nouveaux missiles de croisière et des *Pershing II*, mais aussi, de manière tout aussi importante, en rejetant la guerre froide en Europe. Il était nécessaire pour les Européens de devenir loyaux, non pas envers l'Est ou envers l'Ouest, mais envers eux-mêmes. Les communications entre l'Est et l'Ouest pouvaient et devaient être développées afin d'engendrer une conscience partagée des dangers et des solutions possibles menant hors de ce danger. Groupe relativement restreint, le DNE devint particulièrement visible, car il diffusa cette politique et cette stratégie de désarmement européen auprès d'un grand nombre de groupes et d'individus à travers l'Europe. Il a ainsi particulièrement contribué à la tentative de lier une philosophie internationaliste à une pratique internationaliste au sein des mouvements pour le désarmement. De brèves visites, des séminaires, une variété de conférences et trois congrès ont été les principaux moyens de contribuer à ce développement de l'internationalisme.

DNE a fait, toutefois, d'autres contributions distinctives aux mouvements pour le désarmement. Il a forgé des liens avec des groupes indépendants pour la paix et le désarmement en lutte en Europe de l'Est. Ces liens ont été établis, en dépit de nombreuses difficultés, afin de renforcer ces groupes et d'informer l'opinion occidentale de leur existence. Deuxièmement, DNE a probablement été le plus éloquent des mouvements pour le désarmement dans ses critiques des stratégies nucléaires et des lignes de conduite soviétiques. Le but n'était pas de démontrer aux médias peu sympathiques à la cause que nous n'étions pas des espions soviétiques, pas plus qu'il ne s'agissait d'un rejet politique de l'attention essentiellement portée par les campagnes des mouvements pour le désarmement de l'Europe occidentale aux armes et

stratégies de l'Ouest. L'intention était plutôt de contribuer au développement d'une philosophie véritablement non-alignée, qui admet que la responsabilité américaine dans la course aux armements n'efface aucunement les actions soviétiques. En fait, à long terme, la contribution la plus importante du DNE pourrait s'avérer différente car DNE a aussi été le lieu d'efforts importants de théorisation et d'analyse du non-alignement et de la guerre froide en Europe.

DNE défend particulièrement le point de vue selon lequel l'un des principaux facteurs légitimant et soutenant la répression en Europe de l'Est est la pression militaire de l'Ouest. La mise au pas des dissidents et des groupes pour la paix indépendants d'Europe de l'Est à l'aube du déploiement initial des missiles de croisière et des *Pershing II*, peut être pris comme une confirmation de la justesse de ce point de vue.

Des politiciens occidentaux se posent comme amis de l'opinion dissidente en Europe de l'Est, traitant les gens de *Solidarnosc* comme des vedettes, bien que Reagan et Thatcher auraient certainement trouvé les demandes de ce mouvement inacceptables dans leurs propres pays. Cependant, en engageant une nouvelle guerre froide contre l'URSS, ces mêmes politiciens s'assurent que l'espace politique en Europe de l'Est continuera à être sévèrement restreint. Une stratégie politique de désarmement nucléaire réduisant la confrontation entre l'Est et l'Ouest, est une condition préalable à la possibilité d'un élargissement de l'espace politique en Europe de l'Est. Une telle possibilité ne doit cependant pas être exagérée ; une confrontation militaire atténuée est une condition nécessaire, mais non suffisante.

Les politiques de non-alignement sont ainsi des politiques plus démocratiques qui réduisent la confrontation militaire. Comme

telles, elles sont aussi des politiques de rejet des blocs militaires d'Europe. Cependant, ces blocs sont loin d'être les seuls instruments de confrontation ; ils sont aussi des instruments d'organisation politique, tant en Europe de l'Est qu'en Europe de l'Ouest, où sont assurées la domination soviétique et l'hégémonie américaine. C'est à ce point du débat que le lien entre non-alignement et unilatéralisme, au sens d'indépendance, est le plus clair. Réduire la confrontation militaire en Europe et atteindre ce but à travers des actions mises en marche à l'Ouest, représenterait un défi lancé aux positions européennes des superpuissances. Ce défi serait plus ressenti en Europe de l'Ouest parce que le leadership des États-Unis subit déjà l'assaut d'un profond et continu défi datant d'avant la montée des mouvements pour le désarmement.

Il est maintenant question du déclin relatif des États-Unis et de leur prééminence économique et politique acquise lors du partage du pouvoir après la guerre. Ce relatif déclin résulte, en partie, de développements dans le Tiers-Monde, en particulier la défaite américaine au Viêt-nam, mais aussi du succès d'autres luttes anti-impérialistes et de la croissance du pouvoir des pays exportateurs de pétrole dans les années 70. Il peut aussi être lié à la croissance de la force militaire soviétique durant les années 60 et 70 et au rôle plus actif que prit l'URSS sur la scène mondiale. Finalement, ce relatif déclin est encore le fait du succès des concurrents économiques et commerciaux des États-Unis, le Japon et les pays de l'Europe de l'Ouest.

Une édition spéciale de la revue américaine *Business Week* traçait une esquisse de ces problèmes et se lamentait à leur sujet en 1979, proposant un agenda pour une reprise aux États-Unis². Une reconstruction militaire majeure constituait un item crucial de cet

agenda. Était proposée une reconstruction fondée sur une augmentation des dépenses militaires, incluant les alliés, dans un nouvel effort contre l'URSS. L'argument était plutôt direct : l'avance économique des États-Unis est moins considérable, son leadership politique ne va plus de soi, mais sa prédominance stratégique sur ses alliés demeure forte. Comme le Japon et les pays de l'Europe occidentale, membres de l'OTAN, dépendent des États-Unis pour leur sécurité militaire, les États-Unis pouvaient imposer une nouvelle discipline politique aux pays capitalistes avancés, dont ils bénéficieraient économiquement. L'agenda de *Business Week* définit les lignes de conduite des États-Unis depuis les derniers moments de l'administration Carter jusqu'à nos jours.

En dépit des risques et des coûts, il ne semble pas à présent que les États-Unis puissent être perçus comme ayant un intérêt réel dans la réduction de la confrontation militaire avec l'URSS. Il s'agirait plutôt du contraire. L'actuelle guerre froide est conforme aux intérêts des États-Unis. Si les coûts et les risques s'avèrent trop élevés, l'alternative offerte aux États-Unis en est une d'acceptation gracieuse d'un déclin de pouvoir.

Quoique en somme, les gouvernements de l'Europe de l'Ouest aient accepté la nouvelle guerre froide, ils n'ont pas encore adhéré à la logique qui l'accompagne ; une telle adhésion est possible, mais, pour l'instant, la rivalité et les antagonismes entre les États-Unis et les pays de l'Europe de l'Ouest demeurent essentiellement les mêmes. En effet, Reagan ne peut même plus compter sur Margaret Thatcher dans les discussions portant sur les politiques économiques. La trajectoire politique et économique de base de l'Europe de l'Ouest s'oppose à une dépendance et une subordination aux États-Unis, caractéristiques de la période de recons-

truction de l'après-guerre.

Nous sommes donc dans une période de crise, dans le véritable sens du terme : nous sommes au moins, potentiellement, à un point tournant. C'est aussi une période de crise au sens chinois du terme — le caractère chinois désignant une crise combine « danger » et « opportunité ». Les dangers sont évidents : résurgence du militarisme américain, interventionnisme dans le Tiers-Monde, course accélérée aux armements nucléaires, réponse au coup pour coup d'une URSS brutale et se sentant menacée et, au pis, une guerre nucléaire. Cependant, des potentialités sont aussi présentes. Les mouvements pour le désarmement de l'Europe de l'Ouest sont devenus des forces politiques majeures, en partie parce qu'ils se situent en plein cœur des questions politiques de l'Europe de l'Ouest, en dépit de leurs styles et de leurs politiques teintées de radicalisme. À l'érosion de la domination économique des États-Unis et de leur leadership politique, ils ont ajouté un rejet du leadership stratégique des États-Unis. Que cela soit ou non une partie explicite de leurs politiques et de leurs slogans, les mouvements pour le désarmement se présentent implicitement comme une force d'opposition qui va à l'encontre d'une réassertion du leadership des États-Unis. La plupart des armes nucléaires de l'OTAN appartiennent aux États-Unis. La stratégie nucléaire de l'OTAN est définie par les capacités et les concepts stratégiques des États-Unis. En Europe de l'Ouest, s'opposer aux armes nucléaires, et surtout le faire unilatéralement, c'est s'opposer à l'existence et au renforcement du bloc militaire mené par les États-Unis. De cette position, le non-alignement découle tout naturellement.

Cette analyse explique en partie pourquoi, en dépit des dangers évidents, il est si difficile de réduire

la confrontation nucléaire. À un niveau, les questions que soulèvent les mouvements pour le désarmement nucléaire sont humaines et universelles — elles concernent la survie, des problèmes fondamentaux de moralité et des questions de fond touchant l'utilisation des ressources. On pourrait croire qu'il ne s'agit que d'une question de temps, de peu de temps, pour que les puissants arguments en faveur du désarmement soient complètement assimilés et donnent lieu à une action. Mais ce ne sont pas les seules questions soulevées. De façon cruciale, les armes nucléaires sont des composantes de réseaux de pouvoir et de domination. C'est pourquoi aussi urgente soit-elle, la question du désarmement nucléaire en est une dont les avancées ne peuvent pas être rapides ou faciles et tout le changement doit être entrevu à long terme.

Le non-alignement est aussi une perspective à long terme. On doit admettre le caractère vague de cette perspective et son contenu ne s'élucidera que lentement, tant que nous tenterons de penser plus loin que les blocs, au-delà de la confrontation nucléaire. Jusqu'à présent, le non-alignement n'a pas mené à des propositions politiques particulières, mais au sein de groupes et de mouvements non-alignés, des débats continuent de se tenir sur la question d'adhésion à l'OTAN : certains sont en faveur

d'un retrait inconditionnel de l'Alliance, d'autres préfèrent un processus de changement par l'intérieur. En termes de politique de défense, il existe aussi une vaste gamme de propositions pour des mesures non nucléaires et non provocatrices, y compris des moyens militaires et des moyens non violents. Penser comment les pays non-alignés de l'Europe de l'Ouest s'identifieraient face au Tiers-Monde, aux États-Unis et à l'URSS, est une question qui prépare le terrain pour un débat futur. Au sens large, il est clair que le non-alignement et les politiques unilatérales/indépendantes de désarmement sont étroitement liés (quoiqu'il n'est pas clair que ce qu'on cherche soit une relation différente avec les États-Unis et une relation de confrontation moindre avec l'URSS. Mais cela est quelque chose de global, de général, les détails demandent à être identifiés et débattus).

Ainsi, une perspective de non-alignement, aussi nécessaire soit-elle aux politiques des mouvements pour le désarmement, ne voit-elle pas encore le jour. Néanmoins, au fur et à mesure que les mouvements pour le désarmement de l'Europe de l'Ouest continueront à se développer, ils inventeront leurs politiques.

Dan Smith

Traduit de l'anglais
par Denis Favreau

Dan Smith est chercheur et auteur à la pige en Grande-Bretagne. Il faisait partie du groupe qui lança le premier *END Appeal* en 1980 et fut membre du Council of the British Campaign for Nuclear Disarmement de 1976 à 1983. Ses plus récents livres sont *The War Atlas* (publié en 1983, en collaboration avec Michael Kidron) et *The Economics of Militarism* (publié en 1983, en collaboration avec Ron Smith).

NOTES

¹ Le « END Appeal » paraît in *Protest and Survive*, E.P. Thompson & Dan Smith, (eds), Harmondsworth, Penguin, 1980 ; New York, Monthly Review Press, 1981.

² « The decline of US power », *Business Week*, le 12 mars 1979.